

Des élections locales nationalisées

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 20 mars 2008

Tandis que Nicolas Sarkozy règne sans partage sur l'"État UMP", la France des collectivités locales, elle, vire à gauche. Certes ce partage informel du pouvoir n'est pas nouveau : sous de Gaulle, Pompidou et Giscard, la gauche, PC en tête, écartée du pouvoir national, avait largement investi les collectivités locales, ruminant tout au long des années soixante-dix le projet de décentralisation.

La loi Defferre qui en fut l'aboutissement, une fois Mitterrand élu, devait pourtant profiter à la droite, de retour au plan local sous un président de gauche. En 2001, Chirac régnait mais Jospin gouvernait : les élections furent favorables à la droite. En 2003, sous Raffarin, ardent décentralisateur lui aussi, la gauche rafla toutes les régions sauf une.

Rien de nouveau sous le soleil, donc ? Pas tout à fait : jadis quelques citadelles aux couleurs indéterminées résistaient aux mouvements nationaux. On ne savait pas si Louis Pradel, maire de Lyon, était de droite ou de gauche. Maurice Faure, maire de Cahors, à peine davantage. On savait seulement qu'ils étaient indéracinables. Quel qu'ait été le vent, Marseille n'aurait su passer à droite, ni Rodez à gauche.

La nouveauté des élections municipales de 2008, c'est la radicalité du mouvement qui tend à polariser les scrutins locaux — dans les grandes et moyennes villes et même maintes petites — en fonction des enjeux nationaux.

En annonçant de manière bravache — et fort imprudemment — que ces élections seraient un test national, le Président a certes amplifié le mouvement. Le Parti socialiste l'a pris au mot et, profitant de l'effondrement de la popularité du chef de l'État, a joué le même jeu et emporté la mise.

Mais dans ce mouvement de bipolarisation, le rôle des grands médias a été aussi essentiel : rarement ils ont autant couvert les élections locales. Naturellement simplificateurs, les médias ne connaissent que les étiquettes. Comme aux dernières présidentielles, ils ne surent que répéter à satiété UMP et PS.

Les électeurs sont entrés eux aussi dans le jeu : dans la plupart des villes, seules les étiquettes ont compté. Et la bonne était cette fois celle du PS. Non que l'électeur ignore l'état lamentable où se trouve aujourd'hui ce parti. Mais il voulait sanctionner Sarkozy, un point c'est tout. Contraint par l'ambiance d'employer un langage binaire, il comprit que Non à Sarko se disait PS. Un point c'est tout.

Le laminage du facteur personnel, l'impossibilité pour les hommes de troisième force ou issus de la société civile d'exister dans le débat fut le corollaire de cette infernale mécanique. L'échec emblématique de François Bayrou à Pau (tout comme l'effondrement du radicalisme dans le Lot) ne furent que la pointe émergée d'un immense processus de simplification de l'expression démocratique.

Inconsciemment l'électeur ne s'y est pas trompé : si le taux d'abstention a été plus fort qu'il ne l'est d'habitude dans les scrutins municipaux, c'est que l'enjeu local gommé, l'élection perdait de son intérêt propre. Le maire demeure, dit-on, l'homme politique le plus populaire. Cela est peu apparu. Plus mobilisés par l'écran de télévision que par les réunions de quartier, les électeurs se sont en fait peu intéressés à ce scrutin. S'abstenir n'était-il pas d'ailleurs une autre manière de faire un bras d'honneur au pouvoir en place ?

Certes, à cette règle, il y eut quelques exceptions : plus frondeurs, moins légalistes, les habitants de Versailles ou de Neuilly on su récuser des candidats UMP par trop médiocres ou illégitimes. Au contraire, de bons maires UMP comme Antoine Ruffenacht, au Havre, pourtant ville de gauche, ont été épargnés par la vague socialiste. Sans doute aussi pour la même raison Alain Juppé à Bordeaux. Alors que le grand Sud-Ouest presque dans son entier virait à gauche (qui gagne Toulouse, Brive, Périgueux, Rodez et même, qui l'eût dit ? les conseils généraux de l'Aveyron et des Pyrénées atlantiques !), Agen vire à droite. La raison ? La gestion calamiteuse de la ville par une équipe de gauche inexpérimentée élue en 2001. Pour les mêmes

raisons, le maire sortant UMP de Cahors, n'atteint pas, fait inouï, les 20 % au premier tour. À Agen comme à Cahors, les impôts avaient augmenté de plus de 50 %, ce que l'électeur ne pardonne pas en pleine stagnation du pouvoir d'achat.

D'une façon générale, il fallait être très bon pour résister au courant ou très mauvais pour être battu à contre-courant. Cela n'est arrivé que rarement.

La bipolarisation, que Bayrou avait failli mettre en échec aux présidentielles, confirme ainsi son emprise. C'est dommage. Les élections locales y perdent de leur intérêt. Or les nouveaux maires sont le vivier où se renouvelle en France le personnel politique : s'il suffit pour gagner d'une étiquette délivrée par un parti au bon moment, il y a peu de chances que la classe politique se régénère de ce côté. Tant pis pour les électeurs qui, d'une certaine manière l'ont bien cherché, en restant, malgré la proximité de l'enjeu, aux stéréotypes.

Dernier constat : on savait que les élections régionales et européennes, plus encore que les municipales, sont conditionnées par l'état d'esprit national. Au moment où tout le monde prophétise le recul de l'État national, n'est-il pas paradoxal de le voir s'affirmer comme le seul enjeu électoral autonome et celui qui impose son rythme à tous les autres, la seule scène encore vivante de la démocratie ?

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur